



Déclaration de la FSU Marne

CTSD du 25 juin 2021

Contexte national

Au cours de cette année scolaire bientôt terminée, la situation sanitaire aura considérablement perturbé le fonctionnement des écoles et des établissements scolaires, ce qui était prévisible au regard de l'année précédente. Toutefois, ce qui est à regretter et que la FSU a maintes fois dénoncé, c'est le manque d'anticipation récurrent.

Bien évidemment, l'évolution de la situation sanitaire étant imprévisible, on pourrait comprendre la difficulté à anticiper, mais certains points interrogent tout de même. Pourquoi attendre la mi-septembre 2020 pour modifier le protocole sanitaire ? Pourquoi modifier les critères de fermetures de classes plusieurs fois dans le même mois ? Pourquoi annoncer très tardivement dans les médias la possibilité de ne pas mettre ses enfants à l'école les deux jours précédant les vacances d'hiver ?

Ce ne sont que quelques exemples mais ce manque d'anticipation, voire de considération, aura profondément marqué les équipes.

Si la situation sanitaire s'améliore, nous ne sommes pas encore assurés du retour à la normalité. Il faut donc espérer que certains apprendront de leurs erreurs et anticiperont mieux les prises de décisions pour la rentrée 2021.

Manque de moyens

Par ailleurs, cette crise sanitaire aura mis en évidence l'importance de l'école, certes, mais également la nécessité d'en augmenter ses moyens. Car il en aura manqué, des moyens !

Combien y aura-t-il eu de jours d'école non assurés pour nos élèves en raison de l'impossibilité de remplacer leur enseignant ?

Cette crise n'a fait qu'accentuer un problème récurrent puisque, à l'image ce que nous constatons dans la Marne, les tensions en remplacement existent depuis longtemps.

La FSU vous a alerté sur ce point dès le CTSD du 15 octobre. Nous saluons la création de quelques postes de BD et BD REP+ pour la rentrée 2021 dans le premier degré.

Nous connaissons, Monsieur l'inspecteur d'académie, l'importance que vous attachez à la formation. Toutefois, le manque de remplaçants a fortement impacté son déroulement, qu'elle soit initiale ou continuée.

Des formations T1, T2, T3 ont été annulées ou reportées, les formations pour la direction ont souvent été réduites à peau de chagrin, de nombreuses concertations et formations REP+ ont également été annulées, les BD REP+ étant fréquemment utilisés comme ZIL.

Avec cette mise en évidence du manque de moyen et en se remémorant la priorité à l'école si souvent annoncée par le gouvernement, on pouvait s'attendre à une augmentation significative des moyens, et ce, de façon pérenne.

Pourtant, le nombre de places au concours est largement insuffisant. Si, dans la Marne, les lauréats au CRPE sont en légère augmentation passant de 67 à 80, cela reste bien en-dessous de la centaine de places que nous constatons depuis plusieurs années.

La liste complémentaire, pourtant ouverte par le passé, est restée fermée.

A regarder de plus près, une autre solution a été envisagée par le ministère pour régler le problème de moyens.

21 contractuels ont été recrutés sur l'année scolaire et environ 25 pourraient être recrutés l'année prochaine.

Par ailleurs, avec la réforme de la formation initiale, les étudiants, passant les concours d'enseignant, seront un tiers du temps en responsabilité en classe.

Voici donc la solution adoptée : le recours à des personnels très peu formés et précarisés.

A l'heure du Grenelle de l'éducation qui vise à s'interroger sur « le professeur au XXI^e siècle », cette orientation est tout sauf rassurante.

Ce Grenelle s'est d'ailleurs révélé être une opération de com' qui prévoit de modifier le métier sans pour autant le revaloriser.

Alors que le ministre nous promettait « une revalorisation historique » qui « devait permettre de faire du professeur français le mieux payé d'Europe », il a enterré la possibilité d'une loi de programmation pluriannuelle. Personne n'a oublié les paroles du Chef de l'Etat lors du grand débat : « Si je voulais revaloriser les enseignants, c'est dix milliards qu'il faudrait... ». 400 millions d'euros, devenus 245 millions, sont donc bien des miettes peu « historiques ».

Par ailleurs, la FSU demande toujours un plan d'urgence pour l'école.

Temps partiels

Le manque de moyens vous a contraint, monsieur l'inspecteur d'académie, à refuser des demandes de temps partiels sur autorisation. C'était habituellement le cas pour les 75%. Mais pour la première fois dans le département de la Marne, des collègues ont reçu une réponse négative à leur demande de travailler à 50%.

Beaucoup ont été surpris ! Certains ont même loupé l'entretien téléphonique, entraînant de fait le refus, sans qu'aucune relance ne leur aient été faite !

Sachez, Monsieur l'inspecteur d'académie, que ces demandes ne sont pas toujours motivées par des « convenances personnelles » mais par la nécessité de faire face à des conditions de travail dégradées, à une situation de santé non prise en compte par l'administration.

Le temps partiel est en effet parfois une alternative à la rupture conventionnelle, à la démission ou à la disponibilité.

La FSU dénonce cette gestion peu bienveillante, motivée par des considérations budgétaires, qui risque fort d'avoir l'effet contraire en générant des risques psychosociaux sources d'arrêt de travail.

Climat scolaire

Nul n'est besoin, Monsieur l'inspecteur d'académie, de vous décrire le climat qui règne dans les écoles de notre département : directeurs épuisés par une seconde année de gestion de la crise sanitaire, équipes confrontées à la gestion des élèves hautement perturbateurs, familles déroutées par les confinements successifs, parents prompts à dénigrer, diffamer, agresser les enseignants, élèves en manque de repères...L'augmentation des déclarations d'accidents de service, de dépôts de plainte, de demandes de protection fonctionnelle, en est la triste conséquence.

Il est plus que temps que notre ministère prenne la mesure de l'état de la profession, des besoins nécessaires et ambitionne un réel projet pour l'école.

Sinon, vous aurez beau refuser tous les temps partiels, il n'y aura bientôt plus d'enseignants devant les élèves...

AESH et PIAL

Là encore, rien ne va !

Que dire de ces collègues payés 640€ par mois pour accompagner des élèves à besoins particuliers, sans vraie formation, déplacés au gré des besoins, sans autre avenir qu'un CDI rémunéré au même tarif !

La réunion du comité de suivi du 9 juin a été un nouvel affront pour ces personnels pourtant indispensables dans les écoles.

Aucune avancée en termes de rémunération ou de durée du travail !

Il ne faut compter que sur les entretiens professionnels, tous les 3 ans pour espérer une maigre augmentation et au bout de 6 ans un CDI.

C'est aux IEN ou aux chefs d'établissements de formuler les avis sur « la manière de servir », avis qui servira à l'entretien professionnel pour une éventuelle cédésation. Dans le premier degré, cette tâche incombe aux directrices et directeurs d'école qui, dans la Marne, ont reçu la circulaire précisant les modalités le 21 juin pour un retour impératif le 24 juin...au risque d'induire une rupture de contrat !

C'est dire la considération pour ces personnels...

La FSU revendique un réel statut, la pérennisation des emplois, l'augmentation des quotités de travail et l'augmentation des salaires de ces personnels.

Les PIAL, mis en place pour mutualiser les moyens, ne doivent pas conduire à précariser encore plus, si cela est possible, la situation de ces personnels, ni réduire le temps d'accompagnement des élèves.

Préparation de la rentrée :

Une tragédie en un acte recommencée chaque année...

Interrogation à l'étage des enseignants :

Quel service rend-on réellement à nos élèves compte tenu des moyens qui nous sont alloués ?

Réponse à l'étage des chefs d'établissements :

Je suis bien d'accord avec vous : pédagogiquement, ça n'a aucun sens. Mais la réalité, ce sont les chiffres. Il faut « faire rentrer les enfants dans les chiffres. » Pas même dans un tableur, non, dans les chiffres...

Entendu à l'étage administratif :

Tous les tableaux sont remontés. Il reste même quelques places vacantes.

Au ministère :

Nous sommes prêts.

A l'étage administratif :

Nous sommes prêts.

A l'étage des chefs d'établissement :

Nous sommes prêts.

Alors, à l'étage des enseignants :

Nous ne sommes pas prêts à enseigner à des enfants « rentrés dans des chiffres » ou des tableurs.

Nous ne sommes pas prêts à nous rendre malade en tentant de fournir à nos élèves un enseignement de qualité dans des conditions tellement dégradées.

Nous ne sommes pas prêts à devoir affronter la détresse d'enfants à qui nous ne pourrions pas consacrer le temps et l'attention nécessaires pour qu'ils s'épanouissent.

Nous ne sommes pas prêts à être les instruments en première ligne de la violence institutionnelle qui leur sera faite.

Qu'il nous soit permis ici, au moins, d'exprimer notre colère et notre désarroi et d'espérer qu'il en remontera quelque chose aux étages supérieurs, là où l'on décide d'un coup de calculatrice de sacrifier une partie de notre jeunesse et de notre avenir.

Bien sûr, il y aura les photos dans la Presse de la 6èmeB recevant le dernier Prix Goncourt. Bien sûr, il y aura les auto-congratulations médiatiques des uns et des autres.

Mais derrière ces écrans de fumée, il faut faire rentrer des enfants dans des chiffres. Il faut faire rentrer des enfants dans des chiffres.

Qui est prêt à cela ?